



eurAC

réseau européen
pour l'Afrique centrale

RAPPORT ANNUEL 2022

Sommaire

Edito	3
A propos d'EurAc	4
Les organisations membres du réseau	6
2022 en quelques chiffres	8
Travailler en réseau	9
Paix et sécurité: vers une approche régionale de l'UE pour les Grands Lacs	10
Donner de la voix : « Les jeunes se mobilisent pour la paix et la démocratie en Afrique des Grands Lacs »	11
Burundi : quel futur pour les relations avec l'UE après la levée des restrictions	12
Les peuples autochtones pygmées en RDC	13
Appréhender les conséquences du changement climatique dans les grands lacs	14
Règlement européen en approvisionnement responsable (3tg) - Projet Madini	15
Élections et participation politique inclusive en RDC	16
Presse et couverture médiatique	18
Réseaux sociaux	19
Situation financière	20
Rejoignez-nous !	22

Chers lecteurs, chères lectrices,

L'année 2022 se termine tristement dans la région des Grands Lacs avec la reprise du conflit à l'est opposant l'armée congolaise au mouvement rebelle du M23. Une nouvelle fois, les populations sont prises en étau entre les intérêts stratégiques des Etats de la région au détriment du respect de leurs droits fondamentaux et de la préservation de la paix. La résurgence de ce conflit montre à quel point il est nécessaire de mobiliser les plus hautes instances internationales pour que cesse le règne de l'impunité. Si le ton de la Communauté internationale s'est durci ces derniers mois à l'égard des protagonistes, l'Union Européenne et ses États membres doivent renforcer davantage encore la cohérence de leurs actions en faveur de la paix dans la région. C'est par ailleurs avec un goût amer que nous avons observé le redémarrage de la coopération internationale entre le Burundi et l'UE avec la levée des sanctions sans réels changements ou garanties des autorités dans le champ du respect des droits humains. Ces choix politiques, et plus largement le regain de tensions dans la région, montrent l'importance et la pertinence du travail réalisé par **EurAc** et ses membres.

Un agenda chargé s'annonce en 2023 pour l'action extérieure de l'UE avec de nombreuses échéances telles les élections en RDC, la révision législative du Règlement européen en approvisionnement responsable ou encore l'adoption d'une nouvelle stratégie politique européenne pour la région des Grands Lacs. **EurAc** et l'ensemble de ses membres sont d'ores et déjà mobilisés sur ces enjeux cruciaux pour la stabilité de la région.

Enfin, en 2022, **EurAc** a accueilli un nouveau chargé de plaidoyer sur la question des ressources naturelles et de nouveaux membres au sein de son Conseil d'Administration. La reprise des Assemblées Générales, en présentiel, a permis de renforcer les synergies entre les membres du réseau en faveur d'un plaidoyer plus fort pour la région des Grands Lacs !

Camille Liewig, Président d'**EurAc**

À propos d'EurAc

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc), créé en 2003, conduit un travail de plaidoyer auprès de l'Union Européenne et de ses États membres, pour favoriser le développement et la mise en œuvre de politiques fortes et cohérentes en matière de paix, de sécurité, de participation politique inclusive, de gestion durable et équitable des ressources naturelles et de plein respect des droits humains dans la région des Grands Lacs.

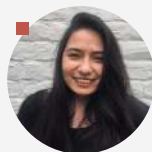
Secrétariat



Clara DEBEVE –
Directrice



Clément IRAOLA –
Chargé de projet et
plaidoyer



Teodora NGUEN –
Chargée de plaidoyer



Daniela BISHOP –
Chargée de
communication jusqu'en
Janvier 2022



Vasty MIGUEL –
Chargée de communication
jusqu'en novembre 2022

Conseil d'administration

- **Camille LIEWIG** –
Président, Secours Catholique -
Caritas France
- **Véronique PATERNOSTRE** –
Trésorière,
CNCD-11.11.11.
- **Lore BERTREM** –
Administratrice, 11.11.11.
- **Davide SOTO NARANJO** –
Administrateur, Cordaid
- **Thibaud KURTZ** –
Administrateur, AEDH

Thématiques

EurAc concentre son plaidoyer autour de 3 axes thématiques déclinés en 4 objectifs politiques :



■ PAIX ET SECURITE



■ DROITS HUMAINS ET PARTICIPATION POLITIQUE INCLUSIVE



■ RESSOURCES NATURELLES

L'UE adopte des politiques et mobilise des instruments juridiques et politiques significatifs pour minimiser l'impact environnemental, social et économique négatif de l'exploitation des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs.

L'UE soutient les efforts des populations et des organisations de la société civile de la région des Grands Lacs pour promouvoir les droits humains et la participation politique inclusive et démocratique.

L'UE s'engage dans des relations extérieures qui favorisent la paix et la sécurité pour les citoyen·ne·s de la région, et en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

Les États membres de l'UE agissent d'une seule voix au regard de leurs relations politiques et économiques avec leurs homologues de la région et fondent ces dernières sur le respect des droits humains en donnant la priorité au développement et au bien-être des habitants et communautés.



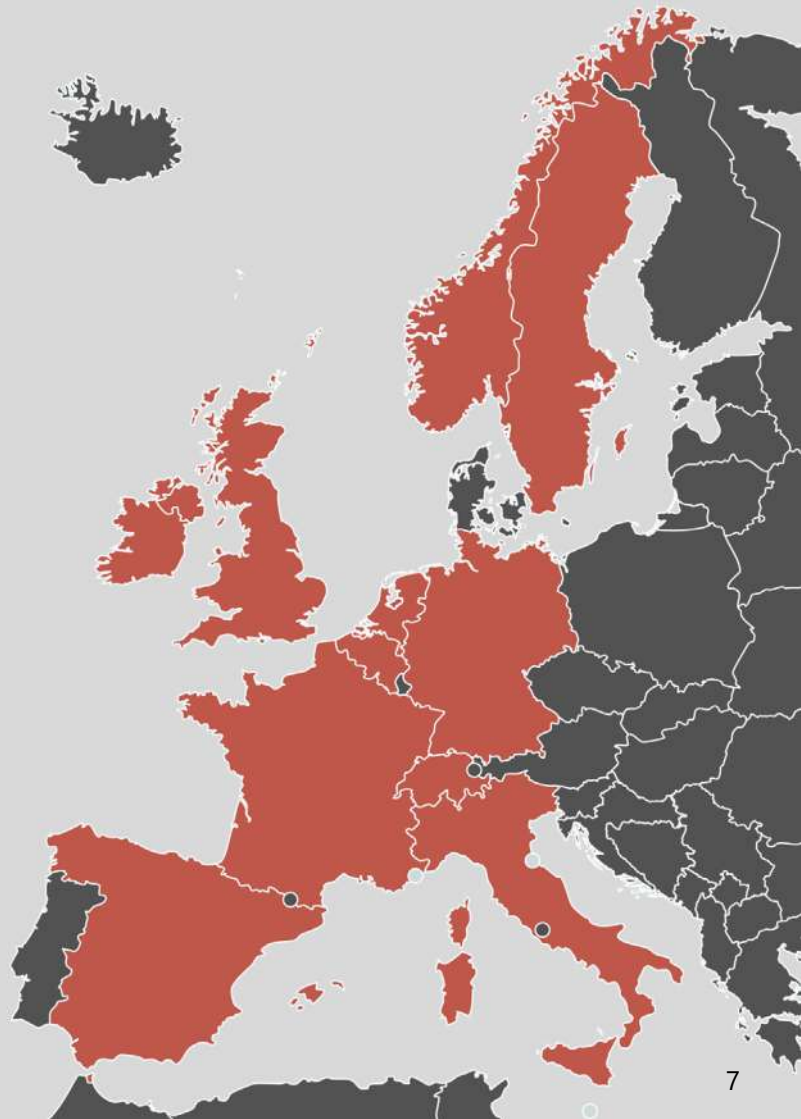
Organisations membres



Les membres d'**EurAc** sont des organisations de la société civile européenne qui travaillent dans et sur la région et soutiennent la société civile locale au Burundi, en RD Congo et au Rwanda dans la promotion de la paix, du développement et la défense des droits humains.

EurAc regroupe 34 organisations membres à travers 12 pays européens :

- Belgique (11)
- France (5)
- Allemagne (1)
- Irlande (1)
- Italie (1)
- Pays-Bas (4)
- Norvège (1)
- Espagne (2)
- Suède (2)
- Suisse (2)
- Royaume-Uni (1)
- Finlande (1)
- International (2)



L'année 2022 en quelques chiffres

- **30+** décideur-se-s politiques clé-e-s différent-e-s rencontré-e-s
- **6+** publications (rapports, briefing politique et déclaration) diffusées publiquement ou confidentiellement
- **2** communiqués de presse
- **6** évènements publics organisés à Bruxelles et Kinshasa
- **35+** réunions de concertation avec d'autres organisations de la société civile en Europe et dans la région des Grands Lacs
- **3** missions de travail du Secrétariat dans la région des Grands Lacs



Travailler en réseau

Pour développer son analyse, élaborer ses recommandations politiques et conduire son plaidoyer, **EurAc** collabore avec de nombreux acteurs et actrices européens et de la région des Grands Lacs: organisations de la société civile, expert-e-s, chercheur-se-s, réseaux diplomatiques ; représentant-e-s du secteur privé, décideur-se-s politiques nationaux, européens ou internationaux.

L'équipe d'**EurAc** se rend régulièrement dans la région des Grands Lacs pour rencontrer les acteurs de première ligne et les partenaires de nos membres, cette année nous avons notamment eu l'occasion de nous rendre à **Kigali**, à **Bukavu** et à **Kinshasa**.



Paix et sécurité: vers une approche régionale de l'UE pour les Grands Lacs



La résurgence du groupe rebelle du M23, conjuguée à la persistance d'autres groupes armés dans l'est du pays, a engendré une détérioration alarmante de la situation sécuritaire et conduit à des épisodes de violence ciblée dans les provinces de l'est de la RDC. Cette crise a déjà forcé le déplacement de milliers de personnes, alors que les besoins humanitaires, déjà conséquents en RDC, ont continué d'augmenter.

Tout au long de l'année **EurAc** a organisé des **panels de discussions en ligne** qui ont réuni des expert-e-s et acteur-ric-e-s de terrain autour de la situation sécuritaire et l'avancée du M23, des défis humanitaires, ainsi que des enjeux électoraux et du rôle que la communauté internationale. Ces échanges ont permis de mobiliser nos membres, leurs partenaires, ainsi que d'autres ONG internationales dans le domaine des droits humains, la paix et la sécurité pour **alimenter notre plaidoyer et nourrir notre analyse** des enjeux relatifs à cette situation.

En parallèle, l'UE et ses Etats membres ont développé leur nouvelle stratégie pour la région des Grands Lacs qui reconnaît la nécessité d'une approche régionale pour adresser les causes profondes de l'instabilité et servira de cadre de référence pour toutes les politiques et actions de l'UE dans la région. A ce titre, **EurAc** a conduit un **plaidoyer actif** pour présenter ses priorités stratégiques pour la région et s'assurer que l'UE et ses Etats membres agissent d'une seule voix en ce qui concerne leurs relations politiques et économiques dans la région.

Donner de la voix : « Les jeunes se mobilisent pour la paix et la démocratie en Afrique des Grands Lacs »

Les jeunes en Afrique constituent un poids important du point de vue démographique. Bien que leur rôle soit de plus en plus reconnu par les institutions régionales et internationales, certaines peinent encore à les considérer à leur juste mesure dans les enjeux de consolidation de la paix et de la réconciliation. Les jeunes devraient pourtant être reconnus comme des moteurs essentiels de changement.

L'ONU a adopté deux résolutions à ce sujet en 2015 et 2016. En 2022, l'ONU a créé un Bureau de la jeunesse des Nations Unies. En RD Congo, le Plan d'action National de la résolution 2250 a été lancé en août 2022. Il se donne comme objectif le renforcement et la promotion de la participation des jeunes dans les sphères de prise de décisions et le processus de paix. Enfin, au niveau européen suite aux conclusions du Conseil de l'UE sur la jeunesse dans l'action extérieure (2020), un plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'UE 2022-2027 a été adopté le 4 octobre 2022.

A cette occasion, nous avons organisé avec notre membre Justice et Paix une table ronde pour porter la voix d'une jeunesse qui se bat pacifiquement, au-delà des frontières, pour la paix et la démocratie en Afrique des Grands Lacs. La **table ronde** a créé un **espace d'échanges** entre les jeunes participant.e.s du Burundi et de la RD Congo ainsi que des représentant.e.s du Service Européen d'Action Extérieur de l'UE. Ces échanges ont permis de tirer des conclusions sur la manière dont l'UE et ses Etats membres peuvent contribuer aux luttes menées par les jeunes dans la région et les outils qu'ils doivent mettre en œuvre pour les soutenir.



BURUNDI : Quel futur pour les relations avec l'UE après la levée des restrictions au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou ?

Après la crise politique de 2015, l'arrivée au pouvoir du Président Evariste Ndayishimiye en 2020 a suscité beaucoup d'espoir pour l'amélioration de la situation sécuritaire et des droits humains au Burundi. Toutefois, en 2022, les organisations de défense des droits humains ont continué de documenter des meurtres, des disparitions forcées, des actes de torture, des cas d'arrestations et de détention arbitraires, ainsi que des violences sexuelles et sexistes. Face à l'ouverture et la volonté du Président Ndayishimiye de renouer avec la communauté internationale, le gouvernement burundais et des représentants de l'UE et de ses États membres ont repris leur dialogue politique, qui était suspendu depuis 2016. L'UE a également levé le 8 février 2022 les restrictions au titre de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-UE. De nombreuses organisations de la société civile déplorent toutefois l'absence de changements tangibles et un rétrécissement continu de l'espace civique.

EurAc, en collaboration avec ses membres et d'autres organisations de la société civile européenne, continuent de **monitorer la situation des droits humains** et de l'espace civique au Burundi ; et de **proposer des pistes d'actions** pour l'UE et ses États membres pour s'assurer que les initiatives diplomatiques et de coopération de l'UE et de ses États membres favorisent le plein exercice des droits civils, sociaux et politiques des citoyens de la région, en accordant une attention particulière aux jeunes et aux femmes.



Les peuples autochtones pygmées en République Démocratique du Congo

Un succès pour les droits des Peuples Autochtones Pygmées... et pour le projet PEUPLE !

L'année 2022 a marqué l'aboutissement d'un long travail de plaidoyer conduit par les peuples autochtones pygmées (PAP) depuis près de 10 années avec l'adoption de la Loi nationale sur la protection et la promotion des droits des PAP en RDC.



Le projet **PEUPLE** est mis en œuvre depuis 2017 par un consortium de 6 organisations congolaises (SPFA, REBAC et PIDP) et européennes (AEDH, EurAc, et DOCIP). Il promeut la défense des droits et intérêts des PAP en RDC et tout particulièrement dans les provinces de l'Equateur et du Nord-Kivu qui abritent les activités de nos partenaires. Le projet vise à renforcer les stratégies de plaidoyer des PAP pour accroître leur visibilité et la portée de leur message au niveau national, européen et onusien.

En 2022 et dans le cadre de ce projet, **EurAc** a coordonné la réalisation d'une '**recherche-action**' en collaboration avec un chercheur de l'Université de Mons en Belgique. Cette recherche vise à documenter et fournir une analyse globale des discriminations et violations de droits rencontrées par les populations autochtones et à interpeller l'Union Européenne sur les leviers d'action à mettre en œuvre pour y répondre. Cette recherche sera publiée en 2023.



Mission d'échange entre les partenaires du projet **PEUPLE**,
Kinshasa - RDC, Décembre 2022

Appréhender les conséquences du changement climatique dans les Grands Lacs

A l'occasion de son Assemblée générale en décembre 2022, **EurAc** a organisé une conférence sur «Le changement climatique dans la région des Grands Lacs». Le changement climatique et la protection de l'environnement sont au centre des préoccupations des Etats membres de l'UE qui soulignent l'importance des mesures d'atténuation du changement climatique et la nécessité d'une transition vers l'énergie verte.

Les implications du changement climatique et de la protection de l'environnement vont au-delà des risques naturels, des inondations et des sécheresses. La cohésion sociale, la stabilité et le développement économique sont profondément liés aux préoccupations climatiques. Aussi, les efforts de stabilisation de l'Union Européenne dans la région doivent pouvoir être intégrés dans une perspective environnementale.

Cet événement a rassemblé les membres du réseau autour d'une réflexion commune sur la manière d'appréhender le changement climatique, qui a des implications pour l'ensemble des thématiques d'expertise d'**EurAc** : les conflits fonciers, les droits des populations autochtones, l'exploitation des ressources naturelles et les droits humains.

Conference - panel

		
Samuel Pommeret CCFD – Terre Solidaire	Clément Iraola EurAc – Natural Resources	Maria Martin de Almagro Iniesta Professor - University Ghent
Intervention: Land conflict issues	Intervention: Moderator & Panelist	Intervention: Gender, natural resources & peacebuilding

Règlement européen en approvisionnement responsable (3TG) - Projet Madini

Tout au long de l'année 2022, EurAc au côté de ses membres et partenaires a continué son travail de plaidoyer auprès de l'UE au sujet du Règlement Européen en approvisionnement responsable (3TG) ...

En septembre 2022, **EurAc a publié le rapport d'un atelier en ligne de trois jours qui a rassemblé plus de 50 représentants d'organisations de la société civile (OSC) colombiennes, congolaises et européennes pour formuler des recommandations politiques à l'UE et ses Etats membres** quant à la mise en œuvre du règlement en approvisionnement responsable (3TG) de l'UE. Cet atelier a été suivi d'une **conférence publique en ligne** au cours de laquelle les sociétés civiles ont fait part de leurs préoccupations aux représentants de l'UE (Parlement et Commission) et ont présenté leurs recommandations. Ce rapport appelle à une réglementation plus transparente et plus efficace sur les minerais.



En décembre 2022, **EurAc a organisé une mission en RDC (Bukavu et Kinshasa) pour rencontrer les OSC locales impliquées dans la formalisation du secteur minier artisanal.** Ces rencontres ont été l'occasion d'appréhender la mise en œuvre du Règlement européen sur les 3TG en RDC et de relayer leurs préoccupations auprès des institutions européennes à Bruxelles et Kinshasa lors d'une tournée de plaidoyer réalisée dans le cadre du projet MADINI.

Lire le rapport : [Règlement européen sur l'Approvisionnement responsable en Minerais](#)

Elections et participation politique inclusive en RDC



Au regard du processus électoral prévu pour décembre 2023 en République Démocratique du Congo (RDC), **EurAc** conduit une série d'activités pour mobiliser ses membres et la communauté européenne, et développer une vision commune dans l'accompagnement en faveur d'un processus électoral inclusif, transparent et crédible qui respecte la volonté souveraine du peuple congolais.

A ce titre, **EurAc**, en collaboration avec l'Institut royal Egmont pour les relations internationales ont organisé un **webinaire visant à tirer les leçons apprises du cycle électoral de 2018** en RDC auprès de différents acteurs de la société civile locale et internationale ainsi que les représentants diplomatiques. Ceci a permis de proposer des recommandations et des actions concrètes à l'UE et ses Etats membres, afin de rectifier les erreurs du passé.

Dans son rapport « **Elections de 2023 en RDC : rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie** », **EurAc** a dressé un état des lieux détaillé des différents enjeux qui attendent les responsables Congolais dans la préparation de ce nouveau cycle électoral. Le réseau adresse également une série de recommandations à l'UE et ses Etats membres pour que ceux-ci se préparent au mieux, dès à présent, pour cette échéance cruciale pour l'avenir de la démocratie congolaise et de la pacification de la région des Grands Lacs.

Le rapport a été élaboré grâce aux contributions des membres d'**EurAc**, ainsi que de leurs partenaires de terrain qui observent de près l'organisation du cycle électoral. Le 18 et 19 mai 2022, **EurAc** a organisé **deux jours d'atelier** avec ses membres et leurs partenaires, avec plus de 30 participant.e.s venant de l'Europe et de différentes régions de la RDC. Enfin, le rapport été présenté à Kinshasa le 20 mai 2022 lors d'une **conférence** avec les décideurs politiques européens, des représentants des organisations internationales et des acteurs de la société civile européenne et congolaise (plus de 50 participant.e.s).



Atelier **EurAc**, ses membres et leurs partenaires, Kinshasa - Mai 2022



Lire le rapport d'EurAc : [Elections de 2023 en RDC : rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie](#)

Lire [la déclaration d'EurAc sur le processus électoral en RD Congo](#)

Presse et couverture médiatique

COMMUNIQUE DE PRESSE : [Elections de 2023 en RDC : l'Union européenne et ses États membres doivent adopter un positionnement clair et une stratégie commune – Mai 2022](#)

COMMUNIQUE DE PRESSE : [Reconnaissance des droits des peuples autochtones pygmées : une victoire historique en RDC – Novembre 2022](#)

ARTICLE PUBLIE : [Présidentielle en RDC : un rapport visant à rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie, la Libre \(BE\), 31 Mai 2022](#)



COMMUNIQUE DE PRESSE
Reconnaissance des droits des peuples autochtones pygmées : une victoire historique en RDC

Le vendredi 25 novembre 2022

Après adoption par les deux chambres de l'Assemblée Nationale et le Sénat, le 14 juin 2022, la loi n°22/039 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées en République Démocratique du Congo (RDC) a été envoyée au Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Félix Auzende Tshibanda Tshibanda, qui l'a promulguée en date du 15 juin 2023. Le 14 novembre 2022, cette loi a officiellement été publiée au Journal Officiel de la RDC.

C'est une victoire historique pour les peuples autochtones pygmées de la RDC après quatre ans de lutte et plaidoyer en faveur de la reconnaissance légale des droits des peuples autochtones pygmées en RDC, malgré d'autres avancées électorales précédentes.

La promulgation de la loi est le fruit du travail ardu mené par les peuples autochtones pygmées et les organisations de la société civile congolaise, avec le soutien des partenaires internationaux, pour faire reconnaître leurs droits. Cette loi est une des réponses aux recommandations formulées par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies au gouvernement congolais sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones pygmées, à travers la recommandation d'Experten Mechanismus International (EMSI) de 2019.

Cette loi porte des innovations très considérables notamment la création d'un fonds national pour garantir le développement et l'éducation des peuples autochtones pygmées dans la vie nationale et pour adresser la question centrale du droit à la terre et aux ressources naturelles, à la santé, à la culture et à l'éducation, conformément à leurs modes de vie traditionnels.

Aujourd'hui, on estime que la RDC compte plus de 3,1 million de personnes issues des populations autochtones pygmées, selon les chiffres des organisations des peuples autochtones pygmées et celles qui les accompagnent étroitement au sein de la société civile congolaise. Ces populations sont victimes de nombreuses atteintes sociales et de discrimination sociale. Malgré leurs capacités de gouvernance des terres et de la biodiversité sur leurs terres et territoires par leurs savoirs et pratiques traditionnelles et la loi, qui elles agissent comme une importante ligne de défense contre le changement climatique et la destruction des écosystèmes menacés, ces populations subissent la discrimination et la marginalisation.



COMMUNIQUE DE PRESSE | Mai 2022

Elections de 2023 en RDC : l'Union européenne et ses États membres doivent adopter un positionnement clair et une stratégie commune

Au regard du processus électoral prévu pour 2023 en République Démocratique du Congo (RDC), le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EURAC) publie un rapport qui dresse l'état des lieux du contexte électoral du pays et de ses enjeux. EURAC appelle l'Union européenne (UE) et ses États membres à s'accorder d'une seule voix pour accompagner les autorités congolaises dans l'organisation d'un processus électoral inclusif, transparent et crédible qui respecte la volonté souveraine du peuple congolais.

Un peu plus d'une année avant les élections générales prévues en RDC, la préparation du cycle électoral suscite déjà de nombreuses inquiétudes. Après la nomination controversée du nouveau Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) M. Denis Kadima en octobre 2021, la scission civile s'aggrave du retard pris dans la mise en place de son équipe, à qui incombera la lourde tâche d'organiser le scrutin dans un pays comptant une population de plus de 81 millions d'habitants, et de l'annonce du calendrier électoral fixant les étapes de l'organisation de celui-ci. Au-delà des défis logistiques que représente l'organisation des élections, le contexte politique et social dans lequel elles s'inscrivent est également préoccupant et caractérisé par l'absence de consensus entre les parties prenantes, la fragilité du système judiciaire, à la suite de la reorganisation de la magistrature parlementaire, de nombreuses incertitudes concernant la réforme électorale en cours et enfin, une certaine lassitude des citoyens vis-à-vis du processus électoral.

Dans son rapport « Elections de 2023 en RDC : rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie », EURAC dresse un état des lieux détaillé des différents enjeux qui attendent les responsables congolais dans la préparation de ce nouveau cycle électoral. Le réseau adresse également une série de recommandations à l'UE et ses États membres pour que ceux-ci se présentent au mieux, dès à présent, pour cette échéance cruciale pour l'avenir de la démocratie congolaise et de la pacification de la région des Grands Lacs.

« L'UE et ses États membres doivent se coordonner dès à présent et adopter une position commune face aux différents scénarios possibles de l'évolution de la situation électorale. Ils devront également se tenir prêts à donner une réponse ferme et unanime en cas d'irrésistibilité, graves, portant atteinte à la crédibilité du processus », souligne Tiedora Leguán, chargée de plaidoyer pour les droits humains au sein d'EURAC. « L'UE a joué un rôle important lors du précédent cycle électoral congolais et doit poursuivre son engagement dans le régime en soutenant le système judiciaire, les milieux et les mouvements citoyens dans leur rôle d'adjudication civique, de suivi et d'observation au moment du processus électoral » poursuit-elle.



La Libre
AFRIQUE

L'actualité africaine. Libre et indépendante

Accueil République démocratique du Congo Politique Société Sports Culture Economie

Présidentielle en RDC: un rapport visant à « rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie » en RDC

12 Dans République démocratique du Congo 31 mai 2022 11 1804 Views

Réseaux sociaux



Twitter

[@EurAc_Net](https://twitter.com/EurAc_Net)

Plus de 2,460 followers



LinkedIn

[European Network for Central Africa \(EurAc\)](https://www.linkedin.com/company/european-network-for-central-africa- EurAc_)

Plus de 930 followers

Situation financière

EurAc travaille principalement grâce à l'engagement et au soutien financier de ses organisations membres. Leurs cotisations annuelles permettent au Secrétariat de mener à bien son travail de plaidoyer et d'information de manière indépendante.

REVENUS 2022*

Cotisation des membres	181.940 €
Contribution extraordinaires	25.284 €
Projets	51.231 €
Total	258.455 €

DEPENSES 2022*

Ressources humaines	175.951 €
Frais de fonctionnement	28.030 €
Institutionnel et vie du réseau	5.245 €
Communication	997 €
Activités de plaidoyer (mission, publication, conférence, séminaire...)	39.901 €
Total	250.124 €

En 2022, la grande majorité des revenus d'**EurAc** provenait des cotisations annuelles des membres (70,4%). Le reste des revenus provenait de projets externes tels que le projet MADINI financé par le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (10%), le projet PEUPLE financé par l'Agence française de développement (AFD) (6%) ainsi que le projet ressources naturelles IPIS financé par la coopération belge DGD (3,7%). EurAc a également été soutenu par des contributions extraordinaires de certains de ses membres sur des activités spécifiques tel que par exemple la publication d'un rapport et l'organisation d'un séminaire à Kinshasa (9,7%).

La majorité des dépenses servent directement le travail de plaidoyer du Secrétariat, qui repose essentiellement sur le coût des ressources humaines (70,3%) et une série d'activités (telles que des missions sur le terrain, l'organisation de réunions/événements ou la rédaction de rapports par exemple) appelées activités de plaidoyer (16%) et communication (0,4%). Les autres coûts de fonctionnement (11%) et les frais institutionnels et vie du réseau (2%) restent limités.

* Les chiffres et les résultats financiers pour l'année 2022 figurant dans ces tableaux restent provisoires jusqu'à leur certification par le réviseur au compte et leur approbation définitive par l'Assemblée Générale.



Rejoignez - nous

Vous faites partie d'une ONG basée en Europe qui travaille sur/dans la région des Grands Lacs, plus précisément au Rwanda, au Burundi, et/ou en RD Congo ? Vous êtes intéressé par les questions liées aux droits humains, à la démocratie participative, à la paix et à la sécurité, et/ou par la promotion de la gestion durable des ressources naturelles dans la région ? **Rejoignez le réseau !**

Un réseau fort, reconnu et légitime

EurAc s'appuie sur une expertise solide et sur ses relations de longue date avec les responsables politiques des institutions de l'UE, de ses États membres ainsi qu'avec les principaux acteurs de la société civile de la région des Grands Lacs.

Être membre d'**EurAc** c'est bénéficier d'un réseau d'expert-e-s, d'un accès privilégié pour suivre les relations de l'UE avec la région des Grands Lacs et contribuer à un plaidoyer commun pour façonner l'agenda et les actions de l'UE conformément à la mission et aux principes du réseau.



Plus d'informations ► <https://www.eurac-network.org/fr/devenir-membre-deurac>

Témoignages des membres

«Tournons La Page, malgré sa récente adhésion a déjà pu profiter de la force du réseau. En Europe, nous avons rencontré de nombreux partenaires travaillant sur des thématiques communes. En Afrique centrale, plusieurs de nos membres travaillaient déjà ensemble et nous avons ainsi renforcer la coordination de nos actions de plaidoyer et de production documentaire, à l'image du rapport conjoint sur les élections qui auront lieu en RDC en 2023.»

Mathieu Pourchier, chargé de plaidoyer – Tournons La Page, France



«EurAc facilite le relais, le suivi, l'analyse et la diffusion d'informations. Les rencontres organisées par EurAc permettent à nos équipes projets et plaidoyer de partager les préoccupations de nos partenaires, de lever des interrogations et d'affiner leur compréhension d'enjeux politiques complexes et changeants. Lors de visites sur le terrain, EurAc nous permet également de rencontrer de nouvelles structures, de nouveaux experts et d'ainsi ouvrir de nouveaux espaces dialogues à nos partenaires.»

Simon Rix, chargé de plaidoyer – SOLSOC, Belgique

A scenic landscape photograph showing a large body of water, likely a lake, with several islands and peninsulas. The foreground is filled with lush green trees and foliage. In the distance, there are rolling hills and mountains under a cloudy sky. The overall tone is natural and serene.

eurAC

réseau européen
pour l'Afrique centrale



EurAc | Réseau Européen pour l'Afrique Centrale
Rue Stevin 115, 1000 Bruxelles (Belgique)



www.eurac-network.org



info@eurac-network.org



European Network for Central Africa



@Eurac_Net